



FRONT PATRIOTIQUE RWANDAIS RWANDESE PATRIOTIC FRONT



MEMORANDUM SUR LES MASSACRES ETHNO-POLITIQUES AU RWANDA

1. Le contexte du drame rwandais avant la mort du Président Habyalimana

Avant le "crash" fatal de l'avion présidentiel, le 6/4/94, la situation qui prévalait dans le pays présentait des signes avant-coureurs du drame qui frappe le Rwanda actuellement : l'existence de l'AKAZU (sérait-entourage du Président HABYALIMANA) et le climat de terreur depuis octobre 1990, le mépris du droit et les manipulations politiques en vue d'empêcher la mise en application de l'Accord de Paix d'Arusha .

(a) "Akazu" et le climat de terreur avant la signature de l'Accord de Paix

Depuis le 1/10/90, date des premières offensives du FPR, les actes de violence et de liquidation physique systématique, à caractère ethnique et politique ont été perpétrés au Rwanda . La Commission Internationale d'enquête sur les violations des droits de l'homme commises au Rwanda depuis octobre 1990 (Rapport du 8/3/93) a dénoncé des massacres systématiques qui ont fait plus de 2000 victimes civiles appartenant principalement à l'ethnie tutsi . Des atrocités commises entre le 11 et le 13 octobre 1990 dans la commune de Kibilira (préfecture de Gisenyi/Nord-Ouest) ont fait plusieurs centaines de victimes . Selon la Commission d'enquête, ces massacres dirigés par les autorités locales et régionales, se sont reproduits en mars et décembre 1992 dans la même région .

L'élimination systématique des Bagogwe (apparentés aux tutsi) entreprise dans le Nord-Ouest, entre fin janvier et la mi-mars 1991 s'est soldée à 500 victimes . Il est établi que les militaires ont été les principaux instigateurs et exécutants avec la complicité active des autorités locales . La Commission d'enquête a mis à jour des charniers notamment à Kinigi dans le jardin privé du Bourgmestre .

Selon la Commission Internationale, la flambée de violence qui a embrasé la région du Bugesera, dans le Sud-Est du pays, en mars 1992, a provoqué le massacre de plusieurs

centaines de tutsi sous l'instigation et la direction du bourgmestre de la région aidé par les milices Interahamwe de l'ex-Parti unique MRND et de la CDR (Coalition pour la défense de la République, émanation et création de l'Akazu) . Les soldats du camp militaire de Gako, déguisés en civils, ont attaqué les tutsi, pendant que les soldats en uniformes désarmaient et dispersaient les gens qui se rassemblaient pour se défendre .

Début 1993, parties de la préfecture de Gisenyi -région natale du Président Habyalimana-, les violences se sont rapidement étendues aux préfectures voisines de Ruhengeri et Byumba, puis, plus au Sud, à celles de Kibungo (Sud-Est), Cyangugu et Kibuye (Sud-Ouest) faisant des centaines de victimes .

Depuis lors, l'absence de toute poursuite judiciaire ou autre, a permis aux milices armées des partis politiques MRND et CDR, de continuer à faire régner la terreur en prêchant la haine et la division ethnique . A l'époque, le Rapporteur Spécial de la Commission des Droits de l'Homme de l'ONU, Mr NDYAYE, lors de sa mission au Rwanda en avril 1993, a mis en évidence l'existence d'un pouvoir occulte, composé des proches du Président ("AKAZU"), qui planifie et organise les assassinats politiques et les troubles à travers le pays . Rappelons que tout le système économique est vicié pour servir uniquement les intérêts de l'Akazu . En effet, aucun opérateur économique ne peut exercer ses activités sans s'allier aux membres de l'Akazu ou leur payer régulièrement des pots-de-vin . Il a été prouvé également que les Institutions publiques générant ou gérant les fonds ont été placées systématiquement sous l'autorité des membres de l'Akazu . Ceci leur permet bien sûr de réaliser de plantureux et illicites profits . Il a été également relevé que le Président Habyalimana avait aggravé la paralysie du système judiciaire par exemple en refusant la nomination d'un ministre de la justice pendant 7 mois l'année passée .

(b) Intimidations politiques, assassinats et violences après la signature de l'Accord de Paix (le 4/8/1993)

Malgré la signature de l'Accord de Paix, le climat politique n'a pas cessé de se détériorer et l'insécurité de s'accroître en entravant progressivement l'exercice des droits politiques et la promotion de la démocratie dans le pays . Alors que toutes les conditions prévues par l'Accord de Paix (présence de la MINUAR et retrait des troupes étrangères, présence du bataillon et des officiels du FPR à Kigali) étaient réunies pour mettre en place les Institutions de la Transition à la date convenue entre le gouvernement rwandais et le FPR le 28/12/93, le Président Habyalimana a choisi le blocage de la mise en place des Institutions de la Transition . Simultanément, au

moment où il prêtait serment comme Président de la Transition, les extrémistes de son régime déclenchaient les violences et le terrorisme contre la population de la Capitale Kigali :

Signalons que :

- le 5 janvier 1994, alors que toutes les personnalités devant gérer les Institutions de la Transition conformément à l'Accord de Paix d'Arusha étaient conviées à venir prêter serment, les éléments de la garde présidentielle ont violemment empêché les députés du Parti Libéral dont la liste avait été validée par le Président de la Cour Constitutionnelle d'accéder au Parlement (CND) pour la cérémonie de prestation de serment . Ceci a eu pour conséquence, le report ce jour là de la mise en place des autres institutions de la Transition (le gouvernement de transition à base élargie/GTBE et l'Assemblée Nationale de transition/ANT) autres que la Présidence de la République .

- depuis le 20/2/94 et durant toute une semaine, les milices Interahamwe et de la CDR ont terrorisé Kigali en visant : les membres de l'opposition, le FPR et ses sympathisants . Le Ministre F.GATABAZI, Secrétaire général du PSD fut assassiné (le 21/2/94) ainsi que le Président de la CDR par représaille . Au moins 60 personnes en majorité tutsi furent massacrées à Kigali par les milices de la CDR et les Interahamwe . Les soldats gouvernementaux tendaient une embuscade (le 22/2/94) destinée à décimer les leaders du FPR qui se rendaient à Kigali pour les cérémonies de prestation de serment prévues de nouveau pour le lendemain .

Sur le plan politique, ces violences et intimidations orchestrées par les extrémistes du régime du Président Habyalimana (la coalition MRND, CDR et MDR-"Power") ne visaient rien d'autres qu'à faire accepter aux partis politiques de l'opposition un compromis garantissant au Président Habyalimana les pleins pouvoirs comme avant 1990 ou à défaut une minorité de blocage dans les nouvelles Institutions .

En effet, le partage du pouvoir sur lequel on s'était mis d'accord lors des négociations d'Arusha consiste en la séparation des pouvoirs dans leur mode de fonctionnement au sein des Institutions spécifiques et dans les modalités de participation des différentes forces politiques dans ces Institutions . Le Pouvoir Exécutif était ainsi partagé entre la Présidence de la République et le Gouvernement de Transition à base élargie (GTBE) d'une part, et parmi les 6 forces politiques à savoir : le MRND, FPR, MDR, PSD, PL et PDC d'autre part . Dans le Partage des portefeuilles ministériels et du poste de Président, on avait pris soin de le faire expressément de telle sorte que aucune force politique ne puisse exercer un contrôle sur l'Exécutif en ayant la main-mise sur les 2/3

des portefeuilles ou disposer en permanence d'une minorité de blocage de 1/3 des portefeuilles . Des arrangements similaires avaient été pris en ce qui concerne le Pouvoir Législatif .

Dans le but de modifier ces équilibres à son avantage,le Président Habyalimana et le MRND ont créé et injecté des factions extrémistes "Power" dans les autres formations politiques dans le but de vider les partis de leur vraie représentation . Cette injection des adhérents "Power" dans les autres partis par corruption et intimidation est une négation des principes démocratiques et dans la mesure où le Président Habyalimana voulait assurer la suprématie Hutu,il rejetait ipso facto le pluralisme et du coup il violait l'Accord de Paix dans ses principes sur l'Etat de droit . En effet,la mise en application de l'Accord de Paix signifie la transition de la dictature politico-militaire à la démocratie basée sur l'Etat de droit . Rappelons que l'Etat de droit est caractérisée par l'unité nationale,la démocratie et le pluralisme politique .

Chose paradoxale,le Président Habyalimana a maintenu le pays dans une situation de guerre malgré l'Accord de cessez-le-feu . En effet,la formation de milices armées n'a pas cessée dans le Mutara et Gishwati . Aussitôt l'entraînement terminé,celles-ci étaient aussitôt répandues dans tous le pays . Des attaques de civils dans la zone démilitarisée,le terrorisme orchestrée par radio RTLM contre les membres du FPR,ses sympathisants tutsi et les membres de l'opposition en violation de l'article II (1) et VII de l'Accord sur le cessez-le-feu ont été dénoncés à maintes reprises . Par ailleurs,les positions du FPR ont été fréquemment attaquées dans le Mutara . L'achat d'armes et leur distribution dans la population n'ont pas arrêté . Outre ces graves violations de cessez-le-feu,le Président Habyalimana n'a rien fait pour changer la situation qui en réalité a toujours maintenu les deux parties contractantes de l'Accord de paix pratiquement dans une situation de guerre continue .

Il apparaît donc que les intimidations,les violences et les manipulations diverses créant des dissensions au sein des partis de l'opposition et l'introduction contre toute attente,fin mars 1994,de la CDR dans l'équation de la mise en application de l'Accord de Paix,ne visaient qu'à remettre de nouveau les Pouvoirs Exécutif et Législatif aux mains du Président Habyalimana . Rappelons que la CDR a toujours combattu l'Accord de Paix et refusé de signer le Code d'Ethique politique dont les principes sont définis à l'article 80 du Protocole d'Accord sur le Partage du Pouvoir .

Tel est en résumé,le climat de terrorisme politique qui prévalait avant la mort des Présidents Habyalimana et Ntaryamira le 6 avril 1994 . L'avion avec les présidents

rwandais et burundais à bord, a été abattu alors que ceux-ci rentraient de Dar-es-Salaam où ils venaient d'avoir des entretiens avec leur homologue Tanzanien sur la situation de blocage des Institutions de la Transition au Rwanda .

2. Les massacres ethno-politiques depuis le 6 avril 1994

(a) *Nature des victimes*

Il est très difficile de dresser le très lourd bilan des massacres sélectifs qui ont immédiatement suivi la mort des Présidents rwandais et burundais et qui se poursuivent encore aujourd'hui . A Kigali, plusieurs dizaines de milliers de civils tutsi, des personnalités appartenant à l'opposition , des membres du clergé rwandais, des militants d'associations des droits de l'homme y ont été massacrés en commençant par le Premier Ministre Mme A.UWILINGIYIMANA . Parmi les nombreuses victimes on compte également des étrangers en particulier les casques bleus belges tués dans l'exercice de leur mission de maintien de la paix . A toutes ces victimes innocentes nous rendons hommage et saluons leur mémoire . Ces massacres touchent maintenant tout le pays . Les violences sont d'une ampleur sans précédent dans la préfecture de Gisenyi, région d'origine du Président Habyalimana, et dans celle de Butare où l'opposition au régime était la plus forte . Cette dernière région était restée pourtant calme mais maintenant qu'elle a à sa tête un commandant extrémiste, elle complètement ravagée . Selon MSF-Belgique, 170 patients et membre du personnel médical de l'hôpital de Butare ont été systématiquement tués par la garde présidentielle qui a le contrôle de la ville . Dans la préfecture de Cyangugu, c'est une véritable épuration ethnique et de l'opposition dans l'administration publique et parastatale . Les fonctionnaires de l'Etat non MRND-CDR-"Power" et les religieux y sont éliminés systématiquement .

En ce qui concerne les assassinats de prêtres, outre les ecclésiastiques (11) et personnels (9) du Centre Christus de Kigali qui furent massacrés le lendemain du "crash" de l'avion présidentiel, beaucoup de prêtres du Diocèse de NYUNDO (région d'origine du Président Habyalimana) ont été tués notamment l'Abbé Augustin NTAGARA, Adrien NZANANA, Déo TWAGIRAMUNGU et 25 autres professeurs du Petit Séminaire de Nyundo . L'Abbé Sylvère MUTAGANDA de Murunda fut tué en présence de Mgr GASORE . Dans différentes paroisses comme celle de Crête Zaïre-Nil et Kivumu, de nombreuses personnes ont été tuées . Dans le Diocèse de KIBUNGO (Est), parmi les victimes on cite les Abbés Evode MWANANGU et Justin RUTERANDONGOZI ainsi que beaucoup de chrétiens tués alors qu'ils étaient en

prière dans l'église de Rukoma . Les paroisses de Rukoma et Zaza sont les plus éprouvées . Dans le Diocèse de CYANGUGU, ce sont les paroisses de Shangi et de Cyangugu les plus éprouvées . Outre les morts, on y compte plusieurs milliers de réfugiés dans des centres religieux et dans d'autres paroisses de ce Diocèse menacés par les extrémistes . Bref, tout le pays est touché et meurtri dans toute sa composante .

Concernant la MINUAR, cette mission des Nations Unies pour l'assistance au Rwanda vient d'être emportée comme un fétu de paille par la vague de "purification ethnopolitique" qui s'est déchaînée au lendemain de la mort du Président Habyalimana . Des 2500 casques bleus du début il n'en reste plus que 270 . Certes c'est un échec pour l'ONU mais à qui la faute ? Ceux-là mêmes qui traitent l'ONU d'irresponsable pour avoir confiné la MINUAR dans un rôle dissuasif oublient que les objectifs d'assistance à la mise en application des Accords d'Arusha n'ont pas rencontré la volonté politique dans le chef du Président Habyalimana et qu'ils ont été contrariés par l'activisme de certaines puissances étrangères notamment la France qui a armé et soutenu contre toute logique le régime du Président Habyalimana . Il semble même que, lors de l'évacuation des ressortissants étrangers, les militaires français se sont aussi chargés d'évacuer une douzaine de membres de famille du défunt Général-Président .

(b) Les auteurs des massacres

La complicité active des autorités militaires, politiques et administratives avec la garde présidentielle et les milices armées responsables des exactions n'est pas à démontrer . La violence actuelle est ciblée-sans égard pour leur appartenance ethnique-contre les partisans d'un partage du pouvoir tel que défini dans l'Accord de Paix d'Arusha . C'est ainsi que tous les membres de l'opposition favorables à la mise en application intégrale des Accords d'Arusha sont systématiquement massacrés . Ces assassinats politiques sont perpétrés par la garde présidentielle à 100% hutu, l'un des principaux bénéficiaires du régime d'exclusion et qui craignait de perdre ses privilèges que lui garantissait le Général-Président . Les 2 colonnels extrémistes en retraite SERUBUGA (ancien Chef d'Etat Major) et BAGOSORA (ancien commandant du camp militaire de Kanombe) ont repris subitement du service dès l'annonce de la mort du Président . Rappelons que ces 2 personnalités ont été citées maintes fois comme artisans des violations des droits de l'homme (Rapport de la Commission Internationale d'enquête, le 8/3/93) . Parmi d'autres personnalités politiques qui tiennent le haut du pavé on cite Mr NZIRORERA Joseph, ex-ministre, Secrétaire du MRND, identifié lui aussi par la Commission Internationale d'enquête sur les violations des droits de l'homme depuis 1990, pour avoir organisé les massacres des

Bagogwe dans le Nord du pays et Mr BARAYAGWIZA de la CDR, connu pour ses appels racistes lors des meetings et sur les antènes de radio RTLM . D'autres poids lourds dans la tragédie actuelle se recrutent dans les factions "Power" créées par le Président Habyalimana et injectées dans les autres partis politiques pour bloquer la mise en place des Institutions de la Transition . Il s'agit surtout de Mr MUGENZI Justin actuellement ministre au sein du "gouvernement intérimaire" et président du Parti Libéral (PL) . Il s'est particulièrement illustré depuis septembre 1993 pour son acharnement contre l'Accord de Paix qu'il traite de "Cadavre de Chien en putréfaction" . Le véritable moteur de la faction fasciste MDR-"Power" est sans conteste, Mr KARAMIRA Frodouald dont les appels au meurtre, répercutés par radio RTLM à la suite des communiqués de presse de l'Internationale Démocrate Chrétienne des 21 et 22 octobre 1993 lors du Coup d'Etat au Burundi, ont constitué un véritable appel à la tragédie actuelle au Rwanda .

Chose plus grave encore, le remplacement du gouvernement de Mme Agathe Uwilingiyimana lâchement assassinée en même temps que les 10 casques bleus belges par un "gouvernement interimaire" auto-proclamé et dirigé par les durs du régime en la personne de SINDIKUWABO (Président) et KAMBANDA (Premier ministre) ne fait que renforcer les extrémistes . A titre d'exemple, ces deux personnalités se sont dépêchés pour remplacer le préfet réputé modéré de leur préfecture d'origine, Butare (Sud), par un commandant militaire extrémiste . Le résultat : les massacres sont entrain d'y prendre des allures de génocide d'une atrocité jamais vue d'après MSF-Belgique .

(c) Massacres planifiés de longue date

La rapidité avec laquelle les violences se sont étendues dans le pays n'est certainement pas le fait d'une réaction spontanée à la suite de la mort du Président . C'est plutôt le résultat de tueurs bien coordonnés sous couverture politique assurée par le "gouvernement interimaire" . C'est l'application d'un plan ourdi de longue date dont la mort des présidents rwandais et burundais a servi de détonateur . Il était programmé pour exterminer la population tutsi d'une part, et pour décapiter l'opposition d'autre part dans le but de rendre impossible l'application de l'Accord de paix d'Arusha .

Le climat a été surchauffé par radio RTLM des extrémistes du MRND-CDR-Power . Par ses émissions chargées de haine et d'un tribalisme des plus primitifs, la machine des massacres a pris l'allure de génocide en l'endroit des tutsi . Comme en janvier 1993 où la Commission Internationale découvrait 2 charniers dans les communes de

Kinigi et Mutura dont l'un dans la concession d'un bourgmestre du MRND, on vient de découvrir selon le photographe d'un journal ougandais, "New Vision", une fosse commune dans le nord du Rwanda contenant les corps de 800 personnes. Dix d'entre elles, encore vivantes, ont été retirées par les soldats du FPR et des journalistes étrangers.

(d) Méthodes d'exécution des massacres

La mise à mort des victimes est essentiellement opérée en présence des militaires qui orchestrent les massacres au moyen d'armes blanches : machettes, lances, couteaux ou autres objets tranchants. A côté des armes blanches, des tueries sont exécutées à l'aide des marteaux et des gourdins cloutés. D'autres victimes sont tuées à coup de bâtons ou de pierres, dans des séances atroces de tortures empreintes de barbarie et d'horreur sans nom. Dans les centres urbains ou agglomérations, les massacres se font à la grenade ou à la mitrailleuse. Des exemples sont multiples tels que les massacres des 1000 personnes réfugiées dans une église de Gikoro tout près de Kigali assassinées par vagues successives. La logique du génocide, celle de faire disparaître toute l'ethnie tutsi, a poussé les tueurs à éventrer les femmes enceintes et découper les fœtus en morceaux. On achève les blessés même dans les hôpitaux.

3. Conclusion

Avec une telle opération de purification ethnique, pour la première fois dans l'histoire du Rwanda, le pays compte des collines et communes entièrement débarrassées des tutsi. Avec ce génocide, l'un des fondements de l'Unité nationale vient de voler en éclats.

Le génocide en cours constitue un véritable crime contre l'humanité. Les exécutants que sont : la garde présidentielle, les milices armées Interahamwe et de la CDR ainsi que les autorités militaires, politiques et administratives qui ont couvert et couvrent encore ces exactions en portent une lourde responsabilité devant l'histoire.

A cause d'une clique d'extrémistes opérant sous le regard impassible de ceux-là même qui devaient assurer la sécurité et la paix, le pays est plongé dans un cercle infernal de violences. Le drame actuel au Rwanda ne peut laisser personne indifférent et est à l'origine de la reprise de la guerre.

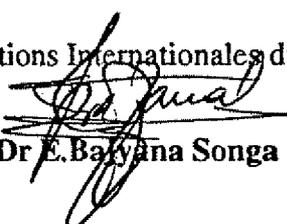
Devant une telle tragédie, le FPR s'est vu obligé de reprendre la guerre afin de : (i)

secourir son bataillon et ses officiels pris dans le piège à Kigali ; (ii) stopper les massacres des civils ; (iii) rétablir la sécurité, la loi et l'ordre dans le pays pour enfin permettre la mise en application des principes définis dans l'Accord de Paix . Il est maintenant confronté à un double combat : d'une part, pacifier le pays, d'autre part, subvenir aux besoins très urgents des victimes de toutes ces violences . Plusieurs centaines de milliers de personnes ont fui vers les zones contrôlées par le FPR (11.000 dans un stade et un hôpital du Nord-Est de Kigali) ou vers les pays voisins (52.500 d'après le HCR), d'autres se sont réfugiées dans des centres sous contrôle de la force de l'ONU ou dans des Eglises et les écoles . Partout ces rescapés ont cruellement besoin d'aides .

Le FPR lance un appel à la communauté internationale pour que : (i) elle condamne sans réserve tous les auteurs de ces massacres perpétrés au Rwanda ; (ii) mette sur pied une enquête internationale neutre pour faire la lumière sur cette tragédie et sur l'attentat qui a coûté la vie aux présidents rwandais et burundais le 6 avril 1994 . Le FPR lance également un appel à la communauté internationale et aux organismes internationaux à caractère humanitaire pour qu'ils viennent en aide à la population rwandaise en détresse et remercie tous ceux qui ont déjà pris les devants dans ce sens .

Fait à Bruxelles, le 20/04/94

Relations Internationales du FPR /BELGIQUE,


Dr E. Bayana Songa

p.o